

# Quand les économistes traitaient de la question agraire

Thierry Pouch

► **To cite this version:**

Thierry Pouch. Quand les économistes traitaient de la question agraire. *Œconomia - History/Methodology/Philosophy*, NecPlus/Association Œconomia, 2020, pp.115-142. 10.4000/oeconomia.8026 . hal-02570161

**HAL Id: hal-02570161**

**<https://hal.univ-reims.fr/hal-02570161>**

Submitted on 11 May 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



**Æconomia**

History, Methodology, Philosophy

10-1 | 2020

Les économistes français (1970-1985)

---

## Quand les économistes traitaient de la question agraire

Retour sur un épisode français (1970-1980)

*When Economists Dealt with the Agrarian Question—Back to a French Episode (1970-1980)*

Thierry Pouch

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/oeconomia/8026>

DOI : 10.4000/oeconomia.8026

ISSN : 2269-8450

### Éditeur

Association Æconomia

### Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2020

Pagination : 115-142

ISSN : 2113-5207

### Référence électronique

Thierry Pouch, « Quand les économistes traitaient de la question agraire », *Æconomia* [En ligne], 10-1 | 2020, mis en ligne le 01 mars 2020, consulté le 22 avril 2020. URL : <http://journals.openedition.org/oeconomia/8026> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/oeconomia.8026>

---



Les contenus d'*Æconomia* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

# Quand les économistes trahissaient de la question agraire

Retour sur un épisode français (1970-1980)

Thierry Pouch\*

L'agriculture a toujours été, dans le champ de la pensée marxiste, un objet particulier d'étude. Non seulement sur son devenir dans un capitalisme industriel, mais aussi en raison de la place des agriculteurs dans la lutte des classes. De Marx à Lénine en passant par Rosa Luxemburg, le secteur agricole a fait partie intégrante de l'analyse critique du capitalisme. En France, la problématique de l'absorption ou non de l'agriculture dans le mode de production capitaliste, a conduit à une intense activité intellectuelle durant une dizaine d'années, que ce soit dans le champ académique ou bien dans celui de l'activité militante. Le reflux de la pensée marxiste, comme de la pensée critique en général, a éteint les ardeurs intellectuelles des économistes et des militants qui se sont penchés sur la question agricole. Cet article entend faire retour sur cet épisode français singulier qui, bien qu'intense, fut de courte durée.

Mots-clés : agriculture, pensée économique française, politique agricole

## **When Economists Dealt with the Agrarian Question—Back to a French Episode (1970-1980)**

Agriculture has always been a particular subject of analysis in the field of Marxian economics, not only because of its evolution in the context of industrial capitalism but also because of the place of farmers in the class struggle. From Marx to Lenin and Rosa Luxemburg on the way, the agricultural sector has always been a very part of the critical analysis of capitalism. In France, whether or not the agricultural sector would be absorbed in the capitalist mode of production was a real subject of debate during ten years within the academic community as well as among mili-

---

\*Université de Reims Champagne Ardenne, Laboratoire REGARDS,  
thierry.pouch@apca.chambagri.fr

Cet article, largement remanié, est issu d'une communication présentée aux Journées d'études organisées par l'Association Charles Gide pour l'Histoire de la pensée économique, qui se sont déroulées à l'Université de Nice-Côte d'Azur les 7-9 décembre 2017, et qui furent dédiées à la production, en France, de l'économie moderne durant la décennie 1975-1985. L'auteur remercie bien vivement les deux rapporteurs anonymes pour leurs commentaires, critiques et suggestions, formulés lors d'une première version de cet article. Il reste bien évidemment seul responsable des insuffisances et lacunes qui subsisteraient.

tants. The ebb of Marxian thought as critical thinking in general, extinguished the intellectual ardor of the economists and the activists that once studied the problems raised by agriculture. This article intends to return to this singular episode which, although intense, was short-lived.

Keywords: agriculture, French economic thought, agricultural policy

JEL: B14, B24, B51, Q18

L'histoire du capitalisme depuis le XVIII<sup>e</sup> est jalonnée chez les économistes d'un questionnement récurrent relatif à la place de l'agriculture dans ce système productif. Les grandes controverses établies sur ce sujet ont notamment opposé les partisans de l'ouverture commerciale aux tenants d'une protection inséparable des caractéristiques intrinsèques du secteur agricole. La démonstration apportée par David Ricardo au sujet du principe des avantages comparatifs semble avoir scellé le sort d'une agriculture qu'il fallait plonger dans le processus de libre-échange. Il faut toutefois attendre Karl Marx pour que la problématique de l'absorption ou non de l'agriculture dans le mode de production capitaliste, se pose pleinement et ouvre un débat qui s'étalera sur plus d'un siècle, en particulier en France.

Avec l'évolution accélérée du secteur agricole au détour des années 1950, toute une frange de chercheurs français s'engage dans la controverse relative à la question agraire, et mobilise pour ce faire, les grands auteurs des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles que sont notamment Karl Marx, Karl Kautsky, Alexandre Tchayanov, Vladimir I. Lénine, Rosa Luxemburg. L'ambition, somme toute partagée, est de s'emparer de ces auteurs pour comprendre les transformations agraires en les inscrivant dans une analyse du capitalisme et de ses mutations. Les travaux réalisés émanent d'économistes ancrés principalement dans des institutions de recherche, mais pas seulement. Au cours de la décennie 1970, la convergence de l'ambition réanime toutefois les divergences de points de vue quant à la place et au sort de l'agriculture familiale dans le capitalisme.

La vivacité des échanges portant sur l'avenir de l'agriculture dans le capitalisme, sur les forces susceptibles d'accélérer son intégration ou, *a contrario*, en mesure de préserver l'exploitation familiale, s'inscrit dans un contexte précis, celui des années 1970 durant lesquelles la science économique fut le théâtre de critiques adressées à la théorie néo-classique (ses limites, sa cohérence interne, l'irréalisme de ses hypothèses...), et d'analyses de l'œuvre économique de Marx (loi de la valeur, problématique de la transformation des valeurs en prix de production, taux de profit...) (Destanne de Bernis, 1975 ; Aglietta, 1976 ; Benetti, 1976 ; Salama, 1975 ; Benetti et Cartelier, 1981).

Si la science économique en France se distingue à cette époque par une présence de Marx dans les recherches, elle le doit aussi à la contribution des économistes travaillant sur la question agraire. Il s'agit pourtant d'un épisode méconnu dans l'histoire de la pensée économique française de ces cinquante dernières années. Méconnu dans la mesure où les débats se sont déroulés dans des centres de recherche comme l'*Institut National de la Recherche Agronomique* (INRA) et moins voire pas du tout dans les Universités où est enseignée l'Histoire de la pensée économique<sup>1</sup>.

Cet article a pour ambition de revenir sur la singularité de cet épisode français, finalement peu évoqué dans la littérature hexagonale. La première partie traitera des conditions d'émergence d'une lecture marxiste de la question agraire en France, à un moment où le secteur agricole est en phase d'intense modernisation sous la double impulsion de la *Politique agricole commune* (PAC) et des *Lois d'orientation nationales* de 1960-1962. Cette lecture s'insère dans une variété de circuits de production académique et non académique. Qui traite de la question agraire et sous quel angle ? Par quels canaux de diffusion les messages ont-ils été rendus audibles ? La seconde partie sera consacrée à l'identification des facteurs de déclin de l'approche se réclamant du marxisme pour analyser le sort de la question agraire en France, aboutissant à en faire un chapitre presque clos dans l'histoire de la pensée économique. Cette seconde partie montrera que l'approche critique de la question agraire n'est pas un chapitre clos dans l'histoire de la pensée économique française de ces cinquante dernières années.

## 1. Capitalisme et agriculture : la résurgence d'une controverse ancienne

La relation entre agriculture et capitalisme a été, depuis la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, l'objet de vastes controverses au sein des sciences sociales et des partis politiques. L'une des principales est de savoir si la petite exploitation agricole constitue un vestige du passé précapitaliste destiné à disparaître sous le poids d'une accumulation du capital se réalisant sur une base sans cesse élargie, l'autre étant centrée sur la signification politique d'un tel processus. En France, à partir de 1930, ces débats ont en effet dépassé le périmètre de l'analyse économique, au regard notamment de questionnements

---

<sup>1</sup> L'Institut est créé en 1946, et est dédié à la recherche agronomique dont la double finalité est le redressement de l'agriculture nationale et l'augmentation de la production afin de nourrir une population ayant souffert des pénuries alimentaires durant la guerre. En prenant une part active au redressement de l'économie nationale, l'INRA est en quelque sorte l'étendard de « l'économie politique du productivisme, » combinant la science agronomique, l'économie, la sociologie, la zootechnie, etc. (Cornu, Valceschini et Maeght-Bournay, 2018).

politiques émanant de la gauche en matière d'alliances sociales à établir ou non avec la paysannerie, dans la perspective de la conquête du pouvoir, et afin de préserver l'exploitation agricole familiale de petite dimension. L'ambition est de s'affranchir d'une idéologie agrarienne, perçue comme une entrave à la jonction entre la classe ouvrière et des paysans formant la catégorie sociale la plus importante du fait de ses effectifs<sup>2</sup>.

Le passage de la IV<sup>ème</sup> à la V<sup>ème</sup> République signe l'amorce d'une phase de modernisation des structures économiques de la nation. L'ambition est de faire correspondre le rang du pays dans les relations internationales avec la puissance de son économie. Les nouvelles institutions créent les conditions politiques et sociales d'une modernisation sans précédent des structures économiques du pays à laquelle n'échappe pas l'agriculture (Gauron, 1983). L'invention de la PAC dans le cadre d'une Europe communautaire naissante et l'application des *Lois d'orientation* agricoles de 1960 et 1962 sous l'égide d'Edgard Pisani, a propulsé le secteur agricole sur la voie de la modernisation. Opérant une rupture avec le courant agrarien, c'est précisément ce tournant modernisateur qui réhabilite les visions développées par Marx et ses continuateurs.

Le réexamen de la question agraire en France, dans le sillage de Marx et de ses épigones, s'établit dans un contexte idéologique et scientifique porteur, marqué par l'implantation et la visibilité croissante du marxisme dans les Universités où l'économie est enseignée (Pouch, 2001). Concernant le domaine agricole, les années 1970-1980 marquent l'apogée de la question agraire en économie, qui apporte un éclairage supplémentaire à la singularité d'un épisode spécifiquement français. Les signes annonciateurs de cette singularité française se trouvent aussi du côté de l'agriculture.

### ***1.1 Claude Servolin versus Jean Cavailhès : de quoi la question agraire est-elle le nom ?***

Avec 1968 et l'effervescence politique qui caractérise la France, comme d'ailleurs dans la sphère universitaire, l'INRA fait partie de ces institutions qui n'échappent pas aux bouleversements des rapports de force au sein de la société. Il recrute de jeunes chercheurs qui, marqués par le contexte idéologique de l'époque, lisant et débattant beaucoup, s'impliquent, au sein de l'institution, dans une entreprise d'émancipation des sciences sociales vis-à-vis des travaux réalisés jusque-là et portant essentiellement sur la comptabilité des exploi-

---

<sup>2</sup> L'agrarianisme combine la défense de la place de l'agriculture dans l'économie nationale avec la célébration d'une paysannerie – associée à la petite et moyenne propriété familiale – et d'un monde rural en tant que symboles et garants de l'identité nationale par opposition à la ville moderne et à la classe ouvrière – et au socialisme qui leur est régulièrement associé. Lire P. Barral (1968).

tations agricoles ou sur des études de filières. La question agraire refait alors surface, chacun des chercheurs de l'INRA se lançant dans le débat théorique relatif au statut de la paysannerie dans le mode de production capitaliste. L'ère du *leadership* marxiste dans l'économie agricole prend forme (Cavailhès, 1984 ; Bartoli, 1984).

C'est donc dans ce lieu institutionnel de la recherche agronomique française que les différentes approches de l'agriculture dans le capitalisme vont se livrer à une bataille d'idées sur la question agraire, apportant une contribution décisive à la visibilité de Marx dans le champ de l'économie rurale, prolongeant ainsi un processus enclenché au détour des années 1950 et 1960, autour de figures comme Henri Denis pour l'économie, et de Louis Althusser pour la philosophie (Pouch, 2001). A l'INRA, les thèses antérieures développées par le courant modernisateur (Joseph Klatzmann, Denis Bergmann, Michel Cépède...), sont critiquées en raison de leur usage intensif des modèles mathématiques, le plaçant en proximité avec la théorie néo-classique, laquelle est fortement débattue au sein de la science économique durant cette période, comme en témoigne l'abondante littérature produite en France, en particulier autour des économistes de l'Université de Nanterre, Cartelier et Benetti.

C'est dans un ouvrage collectif que paraît en 1972 un long chapitre – 35 pages, intitulé *L'absorption de l'agriculture dans le mode de production capitaliste* – signé de Servolin, qui deviendra une référence dans le débat sur agriculture et capitalisme (Servolin, 1972)<sup>3</sup>. Une position qui va déclencher une pléthore de réactions, aboutissant à des controverses qui, pour les jeunes générations d'aujourd'hui, économistes ou ingénieurs agronomes, semblent lointaines, alors que, au regard de la crise actuelle et de l'évolution de l'agriculture française, elles devraient être réexaminées. L'ouvrage collectif est publié par une prestigieuse maison d'édition, Armand Colin – spécialisée pour l'essentiel dans l'édition d'ouvrages universitaires – dans la collection *Les Cahiers de la Fondation des Sciences Politiques*. A intervalle régulier, tous les quinze ans environ, est publié un état des lieux des rapports entre les agriculteurs et la politique, réunissant des spécialistes confrontant leurs recherches sur ce thème.

C'est en 1958 que le premier « rapport » fut édité sous la direction de Jacques Fauvet et Henri Mendras. Fruits de colloques successifs organisés par l'*Association française de science politique* (AFSP), les communications sont ensuite publiées dans des ouvrages sous l'égide de cette AFSP. Le dernier rapport, édité aux *Presses de Sciences Po*, date de 2010, et brosse une synthèse de l'évolution sur cinquante ans

---

<sup>3</sup> L'analyse de Servolin ne surgit toutefois pas de nulle part. Elle s'inscrit dans le prolongement de réflexions similaires, comme celle de L. Perceval (1964), ou d'Evvard, Mathal et Viau (1972). Servolin lui-même s'était penché sur le devenir de la paysannerie en France, dans un ouvrage co-signé avec Gervais et Weill (1965).

des recherches en matière d'agriculture, de politique, d'économie et de sociologie, avec l'introduction de thématiques nouvelles (biodiversité et agriculture, environnement, tendances du syndicalisme, évolution des politiques agricoles...)⁴. Dans l'espace des idées économiques, sociologiques et politiques, les chercheurs participant à cette photographie du monde agricole et des relations qu'il entretient avec la sphère politique, bénéficient de l'image que renvoie une telle institution dans le champ scientifique. Le lieu à partir duquel s'exprime Servolin est une institution publique de recherche, l'INRA et son département d'économie et de sociologie rurale. La visibilité sociale des recherches réalisées par cet économiste est assurée par l'ASFP, notamment au travers des colloques organisés par cette association.

La réflexion de l'économiste de l'INRA a pour point de départ une critique des thèses centrées sur la décomposition de la paysannerie et sur l'absorption de l'agriculture par les rapports de production capitalistes, telles qu'elles ont été construites et diffusées par Marx et ses continuateurs. Marx, Kautsky, Luxemburg et Lénine, passent dans la moulinette critique de Servolin. Selon ce dernier, il faut désormais admettre que la grande exploitation capitaliste n'a pas succédé à la petite production marchande comme l'avait prédit Marx dans *Le Capital*. La petite exploitation agricole familiale a subsisté, et il est nécessaire d'en mettre au jour les raisons. Les petites structures ont même pu coexister avec les exploitations de plus grande taille. L'idée d'une coexistence entre les deux types d'exploitation fait écho à la thèse de Kautsky.

Toutefois, Servolin s'écarte de son illustre prédécesseur en soulignant leur complémentarité, alors que Kautsky estimait que cette coexistence traduisait la domination de l'une – la grande exploitation – sur l'autre – la petite production marchande. Pour Servolin,

Classiquement, on définit la petite production marchande par deux pré-supposés principaux : le travailleur direct est propriétaire de tous les moyens de production. Le procès de production est organisé par lui, en fonction de lui-même et de son 'métier'. Le produit de son travail lui appartient en totalité ; le but de la production n'est pas la mise en valeur d'un capital et l'obtention d'un profit, mais la subsistance du travailleur et de sa famille, et la reproduction des moyens de production nécessaires pour l'assurer. (Servolin, 1972, 51)

Le premier de ces pré-supposés renvoie directement à la problématique de la propriété de la terre. Dans la mesure où cette propriété de la terre, requise pour que se développe la petite production marchande, représente un coût important, elle est un frein à la concentration des exploitations agricoles et à l'avènement de structures de grande taille. Le second pré-supposé ne signifie pas que les produc-

⁴ Voir B. Hervieu et al. (eds) (2010).

tions parcellaires fonctionnent de manière autonome. Si l'objectif ultime n'est pas la « mise en valeur du capital, » il n'en demeure pas moins que les agriculteurs évoluent sous la domination du mode de production capitaliste, et qu'ils versent leurs produits sur les marchés en dessous de leur valeur. Le principe de l'autoconsommation des produits agricoles fabriqués à la ferme subit une érosion du fait même de la coexistence de la petite production marchande et du mode de production capitaliste. Le paysan vend donc une fraction de plus en plus croissante de sa production annuelle aux marchés, mais à un prix *in fine* moins élevé que s'il était un entrepreneur classique.

Il s'ensuit selon Servolin que, pour subsister, l'exploitant familial doit d'une part, intensifier son travail, et, d'autre part, accroître ses gains de productivité pour combler le différentiel entre la valeur moyenne de sa production et le prix perçu sur le marché. Le rôle du prix apparaît pour ce qu'il est, fondamental dans le fonctionnement même de la petite exploitation agricole. Pour que la coexistence entre le mode de production capitaliste et la petite production marchande se déroule de façon harmonieuse, il revient à l'État, au travers d'une *politique agricole*, d'instaurer des outils de régulation des marchés. La PAC remplira pleinement cette fonction dans des domaines comme les céréales, la viande et les produits laitiers. Dans le même temps, ce processus incite les agriculteurs à se spécialiser de plus en plus tout en préservant leur statut de petit producteur marchand, amplifiant la baisse de la valeur des produits et celle des effectifs d'agriculteurs.

Servolin indique que ces deux freins ne sont pas prêts d'être levés dans les années à venir, y compris dans des productions animales qui ont pourtant été l'objet d'une intégration industrielle, à l'instar de la volaille ou de la viande porcine. Il convient d'ajouter que, du fait de la faiblesse des prix, les industriels semblent renoncer à investir dans un tel secteur, les perspectives de rentabilité du capital n'étant pas suffisamment garanties. Puisque la rentabilité du capital est trop faible, il revient à l'État de prendre en charge la gestion de l'agriculture par des politiques publiques appropriées (soutien des prix, des exportations, aides, bonification des crédits...), de maintenir un effectif d'agriculteurs performants pour approvisionner les industries de la transformation. La PAC peut, de ce point de vue, être appréhendée comme une modalité de la coexistence entre le capitalisme et la production parcellaire. La grande exploitation agricole et l'industrie de la transformation n'ont pas alors de *stimuli* particuliers pour prendre la direction des exploitations agricoles.

C'est pourquoi il faut entendre le terme « absorption » dans un sens très précis, qui, à première vue, a pu être trompeur :

Si, d'autre part, on admet que ce passage de la production agricole sous le contrôle direct du capitalisme, ou, si l'on veut, son 'absorption' dans le mode de production capitaliste est nécessaire, inévitable, on est conduit à penser que ce processus ne s'accomplira pas, au moins dans les pro-

chaines décennies, par la dissolution de la petite production marchande, mais, qu'au contraire, il prendra la forme d'une nouvelle restructuration de celle-ci et des modalités de sa coexistence avec le MPC. (Servolin, 1972, 71)

Le concept d'« absorption » de l'agriculture doit par conséquent être entendu comme un procès de reproduction de la petite production marchande, jusque dans certaines limites. Que dans des productions comme l'aviculture, le pouvoir de décision échappe de plus en plus au producteur lui-même, du fait d'une forme d'intégration économique qui offre des perspectives de rentabilité économique aux transformateurs, est une réalité objective de nature à remettre en cause l'approche de Servolin (Cavailhès, 1979). Le procès de production n'annihile pas, loin s'en faut, selon Servolin, la dimension formelle de l'exploitation agricole. L'agriculteur n'en est pas pour autant un « travailleur libre, » disposant d'une force de travail qu'il peut présenter sur le marché du travail, se séparant ainsi de ses moyens de production. Servolin invite à ne pas se limiter au clivage, simpliste, opposant le paysan autonome et le travailleur salarié. Entre la petite production marchande et le capital industriel, surgit une multitude de situations complexes, une variété de situations illustrant le lien de subordination aux forces détenant le capital. On ne peut donc confondre trop hâtivement le statut de paysan avec celui de salarié. C'est pourquoi Servolin ne détecte pas de réel conflit entre les producteurs, si ce n'est au sujet de la répartition des aides agricoles publiques. Il existerait ainsi une sorte de « répartition des tâches » entre deux types d'agriculture, entre les grandes exploitations et les petites, sans que leurs intérêts économiques ne soient pour autant antagonistes.

La résonance de l'analyse produite par Servolin va être considérable. Elle va en effet occasionner très rapidement, c'est-à-dire deux ou trois ans après sa publication, une rafale de critiques destinée non seulement à la déconstruire pour mettre en exergue ses lacunes par rapport à la démonstration de Marx, mais aussi pour en débusquer ses fondements épistémologiques<sup>5</sup>.

### ***1.2 Une controverse illustrant la longévité de la thèse de Marx***

La pensée marxiste en France, ne s'est que rarement, voire jamais, illustrée par son unité théorique, et encore moins politique. S'agissant de la problématique des rapports entre agriculture et capitalisme, l'économie, la sociologie rurales, n'ont pas échappé à ces luttes intestines pour détenir le monopole de la vérité marxiste. Durant les années 1970, la variété des écoles se réclamant de Marx atteint son point culminant. En économie, ces lignes de fracture passent notamment par le positionnement par rapport à l'œuvre économique de Marx,

<sup>5</sup> En particulier ses fondements althussériens. Voir sur ce point J. Grossman (1980).

par les supports de publication des recherches ainsi que par les appartenances politiques.

On doit au préalable reconnaître au moins un mérite à l'INRA, durant les années 1970. Celui d'avoir laissé s'exprimer des débats théoriques et empiriques aussi contradictoires que passionnés. Une telle institution doit ce mérite au fait que l'époque était fortement imprégnée de culture marxiste, héritage de l'implantation de ce courant de pensée dans les Universités et dans l'ensemble de la société française. La figure de l'intellectuel total était en effet largement dominante depuis le début des années 1960, comme cela a été rappelé *supra*. C'est au sein de cet Institut de recherche agronomique que les oppositions tranchées concernant l'agriculture et le capitalisme ont pu se déployer. Une fois les recherches produites, il fallait les publier. Un support fondamental de publication va être utilisé pour diffuser des thèses hostiles à Servolin.

Ce support est la revue *Critiques de l'économie politique*, titre dont la référence au sous-titre du *Capital* de Marx est explicitement revendiquée. Il est ici suggéré de rappeler brièvement la genèse et l'évolution de cette revue dans l'espace social des revues d'économie. La revue *Critiques de l'économie politique* (*CrEP*) fut l'un des pôles de l'hétérodoxie au sein des publications d'économie durant plus de dix ans, avant de cesser de paraître en 1985. Créée en 1973, *CrEP* avait pour objectif d'apporter un éclairage critique du fonctionnement des économies et s'inscrivait résolument en rupture avec la théorie néo-classique. Mais, ce qui la distinguait des autres revues a trait à une orientation beaucoup plus militante. En effet, plusieurs des membres du comité de rédaction militaient à la *Ligue communiste révolutionnaire* (LCR), et notamment l'un des fondateurs de la revue, Pierre Salama. Toutefois, *CrEP* n'a pas été la revue de la LCR. Elle répondait surtout à une demande sociale précise, émanant des étudiants et des enseignants du supérieur en économie, et le projet de publication d'une telle revue, sur l'initiative de Pierre Salama, Jacques Valier et Alain Azouvi, fut acceptée sans réticence par l'éditeur François Maspero, lequel détenait une audience importante en France sur le marché des éditions critiques. La sortie du premier numéro consacré à l'inflation capitaliste en 1973 connut un réel succès avec 5 000 exemplaires vendus. Tous les numéros (1 à 27) de la première série de *CrEP* (1973-1977) contenaient des articles traitant du capitalisme et de sa crise, et s'adossant à Marx et à Léon Trotsky (inflation, sous-développement, agriculture, paysannerie et capitalisme, internationalisation du capital financier, luttes ouvrières, crise du capitalisme).

Un tournant survient en 1977 avec la formation d'une nouvelle série, s'étendant de 1977 à 1985, 32 numéros. Le passage à la nouvelle série, toujours éditée par Maspero, puis par les éditions La Découverte après 1983, exprime une progressive mise à distance de la problématique marxiste. L'arrivée dans le comité de rédaction

d'économistes proches du *Parti socialiste* et du *Parti socialiste unifié*, provoque une réorientation des thèmes, réorientation qui n'est pas étrangère au contexte politique du moment. La nouvelle série voit en effet le jour un an avant les élections législatives de 1978, dont on pense que l'issue sera favorable à la gauche et en particulier au Parti socialiste. Le numéro 2 est d'ailleurs consacré aux nationalisations, bien que ce thème soit abordé avec beaucoup de réserves quant à l'efficacité d'une telle mesure. La revue *CrEP* est encore dominée par le courant trotskyste. Le véritable basculement se produit toutefois après 1981. La revue devient moins militante, ce dont témoigne l'arrivée dans le comité de rédaction de Robert Boyer (arrivé en 1980), de Jean-François Germe (*idem*), d'Annie Lou Cot (après 1982) ou d'Éric Verdier (arrivé en 1984). Il s'agit de recentrer la revue sur des thèmes moins politiquement chargés, plus concrets, plus empiriques, qui pourraient apporter un éclairage d'experts à une gauche au pouvoir. Dès 1983 d'ailleurs, deux fondateurs ne font plus partie du comité de rédaction (Azouvi et Valier). On comprend alors assez bien la prédominance à partir de 1982-1983 de préoccupations comme le travail, les pratiques sociales des entreprises, les politiques de l'emploi ou la politique économique de la gauche. La baisse du nombre des abonnements et des exemplaires vendus au numéro (1 500 à 1 900 en moyenne) et l'absence de financements extérieurs maintiennent la revue dans un déséquilibre financier permanent.

C'est dans cette revue *Critiques de l'économie politique*, première série, que Jean Cavailhès et Hervé Ossard publient leurs articles, dont la finalité est de porter une critique décisive à l'endroit de la thèse de Servolin. Le premier publie en mars 1976, soit quatre ans après Servolin, un texte intitulé *L'analyse léniniste de la décomposition de la paysannerie*, texte qui sera ensuite intégré en 1979 dans le document de recherche numéro 16, dans le cadre d'un cours professé à l'*École supérieure d'agronomie de Dijon* (aujourd'hui AgroSup Dijon). Le fil conducteur de cet article a trait à la mise en opposition des thèses de Lénine et de Servolin. La démonstration de Servolin est qualifiée de construction idéologique, dans la mesure où elle fait abstraction du processus historique réel, qui se caractérise par des contradictions à l'origine desquelles les sociétés et les secteurs économiques évoluent selon une logique dialectique totalement absente chez Servolin. Pour Cavailhès, il n'est pas acceptable de penser que la petite production marchande soit dotée d'outils de résistance lui permettant de se stabiliser dans le temps historique. Il en veut pour preuve que la disparition des exploitations de petite taille et les mutations que l'agriculture et ses rapports de production ont connues depuis les années 1960, sont des vecteurs de la décomposition de la paysannerie. Cavailhès rappelle de surcroît que les rapports de production capitalistes, en s'élargissant, ont tendance à détruire les formes de production qui gravitent autour d'eux. La déstructuration – décomposition selon Lé-

nine, dissolution selon Marx – du secteur agricole peut revêtir de multiples aspects : l'innovation dans l'industrie textile débouche sur l'usage de fibres synthétiques et non plus de fibres d'origine végétale, recours aux engrais chimiques, augmentation des volumes de production...

L'analyse livrée par Ossard dans le numéro suivant de la même revue, est intitulé « L'agriculture et le développement du capitalisme » (Ossard, 1976). Ossard entend s'approprier la thèse de Servolin pour mieux la mettre en contradiction avec le point de vue de Marx lui-même, en particulier celui contenu dans le chapitre traitant de l'accumulation primitive du capital. Ce qui distingue Marx de Servolin réside dans le fait que pour le premier, il s'agit bien d'une expropriation du producteur immédiat par l'accumulation du capital, alors que pour le second, si la petite production marchande – l'agriculture – fournit au capitalisme des travailleurs libres, elle n'est pas pour autant détruite par lui. Pour Ossard, Servolin se présente comme une sorte de « révisionniste » de l'œuvre de Marx, dans le champ de l'agriculture, ne serait-ce qu'en raison du fait que, pour Marx, la petite production marchande se présente comme une forme transitoire de production, appelée à être subsumée sous le capital, et ce, tendanciellement.

La seconde dimension critique émane également de Cavailhès. Elle consiste à montrer en quoi la thèse de Servolin est profondément *an-historique*, ce qui, pour un auteur se réclamant de Marx, est quelque peu paradoxal. Cavailhès ne s'encombre pas de précaution oratoire, et qualifie l'analyse de Servolin de non marxiste. En reprochant au théoricien de l'absorption de l'agriculture dans le mode de production capitaliste de se situer au voisinage du structuralisme et de la notion d'invariant structurel, Cavailhès indique qu'il s'empêche de penser la dynamique des sociétés selon le principe de la contradiction, de manquer de sens dialectique. On retrouve ici le clivage entre les structuralistes d'obédience althussérienne et les marxistes poursuivant dans la voie de la dialectique et de la vision en dynamique historique des sociétés évoluant sous le poids de leurs contradictions. Le modèle que propose Servolin est donc statique, ne pouvant évoluer sous le poids des contradictions entre les structures économiques et les conditions historiques dans lesquelles elles sont apparues et qui, à un moment donné, ne correspondent plus aux exigences du capital. La petite production marchande est, d'une certaine manière, adaptable, réformable, au gré des intérêts du capitalisme qui, selon Servolin, n'envisage pas de l'anéantir, de se l'approprier. Une approche qui a été perçue comme bien peu marxiste par les détracteurs de Servolin. On comprend mieux alors l'insistance avec laquelle cet auteur use du terme de « coexistence, » qui renvoie à une vision précise du monde rural, sans conflit, harmonieux, et, ainsi que l'indiquait Lénine dans son texte *Pour caractériser le romantisme économique*, amène son lecteur

à faire de la petite production marchande une véritable « organisation sociale ».

La troisième critique qui fut adressée à Servolin concerne les fondements théoriques sur lesquels il a construit son message. Certes, on sait que la possibilité d'une « persévérance dans l'être (*conatus*) » de la petite production marchande était envisagée par Kautsky dans la *Question agraire*, mais point chez Marx, auteur constituant une source d'inspiration fondamentale chez Servolin. Même si l'on trouve dans le *18 Brumaire de Louis Bonaparte* de Marx quelques incursions dans l'idée selon laquelle le paysan parcellaire peut subsister face aux assauts du capital, il n'en demeure pas moins que cette résistance ne remet pas en cause la dynamique de l'accumulation du capital qui condamne à terme le petit paysan. Il s'ensuit que la thèse de Servolin prête le flanc à la critique, qui y a vu un attachement bien plus prononcé à la démonstration des populistes russes, et en particulier à Tchayanov, qu'à celle de Marx et de ses continuateurs, en l'occurrence Lénine. Ce qui a conduit un économiste comme Jérôme Grossman à considérer que la controverse entre Cavailhès et Servolin se faisait l'écho de celle que Lénine avait déclenchée envers les populistes russes d'une part, et, d'autre part, avec Charles Sismonde de Sismondi (Grossman, 1980)<sup>6</sup>.

Servolin aurait sans doute pu s'économiser de telles critiques s'il était resté sur la position qui fut la sienne, partagée avec Michel Gervais, au tout début des années 1960. Dans un article important publié en 1963 dans la revue *Economies et Sociétés*, ces deux auteurs considéraient que plusieurs facteurs ne pouvaient que conduire à la disparition de la petite agriculture, évolution ouvrant la voie à un système agricole de type industriel. Le vecteur décisif de cette dynamique d'érosion et à terme de disparition de l'exploitation agricole artisanale était selon eux le machinisme – phénomène de substitution capital-travail –, puisqu'il transforme l'organisation même du travail agricole, amenant le paysan à déployer son activité sur une plus grande échelle. L'évolution de secteurs comme les céréales ou le sucre de betteraves, formait pour eux le signe annonciateur d'une industrialisation de l'agriculture (Gervais et Servolin, 1963)<sup>7</sup>. En y ajoutant une réflexion bien plus « marxisante, » la thèse de l'absorption, ren-

<sup>6</sup> La thèse de cet auteur couvre un champ très large en matière de relation entre agriculture et économie politique. Il décortique les grands textes ayant contribué à la dynamique intellectuelle de l'économie rurale en France.

<sup>7</sup> Cavailhès émis toutefois une critique envers cette approche du problème, considérant que les deux auteurs optaient pour le concept d'industrialisation et non de capitalisme, l'aiguillon de l'industrialisation étant le progrès technique, et que cette dynamique pouvait être perçue comme bien trop linéaire, et non le fruit de contradictions dialectiques. Cf. Cavailhès (1979). Lire également D. Barthélémy (1977).

due publique en 1972, eut été moins l'objet de critiques formulées au sein du courant se réclamant de Marx.

Les joutes autour d'agriculture et capitalisme sont présentes dans une autre revue, beaucoup plus académiques que *Critique de l'économie politique*. Il s'agit des *Cahiers d'économie politique*, émanation des séminaires de théorie économique de la Faculté d'Amiens dirigés par Patrick Maurisson. L'objectif est de réexaminer les auteurs anciens de l'économie pour actualiser la théorie contemporaine, et construire une solide critique de l'édifice néo-classique (Pouch, *op. cit.*). C'est en 1977 que paraît le numéro 4 des *Cahiers d'économie politique*, dont l'essentiel est consacré aux rapports entre agriculture et mode de production capitaliste, dirigé par C. Viau, P. Evrard et D. Hassan. Les auteurs des différents articles maintiennent la thèse selon laquelle l'agriculteur ne saurait être confondu avec un entrepreneur capitaliste. Selon eux, la petite paysannerie subsiste et subsistera, cela en lien avec la théorie de la valeur et de la formation des prix chez Marx. Si l'agriculteur n'est pas un capitaliste du fait des spécificités de la question agraire, alors le problème des prix agricoles n'est pas résolu, au même titre que celui des rapports entre le travail agricole et le capital. C'est pourquoi les auteurs s'interrogent sur la pertinence et la nécessité de conserver l'approche de Marx de l'agriculture (Evrard, Hassan et Viau, 1977).

### 1.3 Une floraison de publications

L'effervescence théorique autour des rapports entre agriculture et capitalisme dépasse le seul périmètre de la recherche et des revues plus ou moins académiques. De même, le clivage entre Servolin et Cavailhès mérite d'être élargi aux autres chercheurs ayant œuvré à une compréhension du statut des agriculteurs dans le capitalisme. Un examen bibliographique des travaux réalisés sur cette problématique indique que les chercheurs étaient finalement peu nombreux à publier dans des revues dotées d'une certaine notoriété. L'essentiel de leurs travaux était diffusé sous forme de rapports ou de publications internes à l'INRA (voir par exemple les analyses de Barthélémy, Blanc, Lacombe, Lifran et Poupa, 1975), chaque laboratoire tentant de publier une série de documents pouvant le cas échéant conduire à la parution d'ouvrages. Cavailhès l'a rappelé, les auteurs marxistes, ou se réclamant de Marx, traitant de la question agraire, ne sont pas tous des théoriciens. Ils sont amenés, de par leur fonction de chercheurs, à mener des enquêtes de terrain, à tisser des liens avec ces acteurs sociaux que sont les agriculteurs ou plutôt les paysans (Cavailhès, 1984).

D'autres supports de publication ont ainsi été activés, comme la revue *Nouvelles campagnes*, de 1978 à 1985. Certains ont pu consacrer des numéros spéciaux à la question agraire ou paysanne, afin d'apporter des éclairages sur les débats de l'époque, à l'instar de

*Communisme* ou d'*Autogestion*. Le thème tant débattu du statut de la paysannerie dans le capitalisme est ainsi traité dans le numéro 20-21 de *Communisme*, dans lequel figure une recension signée par Alain Lipietz – figure importante et membre fondateur de l'école française de la régulation qui émerge au même moment au début des années 1970 – de l'ouvrage de Bernard Lambert *Les paysans dans la lutte des classes*, recension portant sur la question de la prolétarianisation de la paysannerie (Lipietz, 1978). D'autres chercheurs publient leurs travaux d'enquêtes dans des revues non économiques, notamment sur le sujet des typologies d'exploitations agricoles en lien avec l'approche des couches sociales (Allaire et Blanc, 1979 ; Allaire, 1975). En janvier 1975, dans le numéro 25 de la revue *Lutte de classes*, éditée par Lutte ouvrière, Jean-Claude Poupa, chercheur à l'INRA de Rennes, publie un long article intitulé « Les paysans sous le joug du capital, » dans lequel est appréhendé le statut social des paysans, leur évolution au gré des transformations de l'industrie agroalimentaire, et dresse les perspectives d'action politique en lien avec les ouvriers (Poupa, 1975).

La singularité de ces publications réside aussi dans le fait qu'elles s'appuient sur des enquêtes de terrain, les chercheurs de l'INRA ayant pour mission d'enquêter dans certaines régions de France et de restituer les résultats de ces investigations dans des revues ou des documents internes à l'INRA. Elle réside également dans le fait que ces analyses se situent à l'intersection d'engagements politiques illustratifs de l'époque. Au sein de l'INRA (notamment dans cet endroit célèbre que fut le passage Tenaille à Paris), certains sont chercheurs mais aussi membres de la Commission agriculture d'un Parti Socialiste reconfiguré par François Mitterrand lors du Congrès d'Épinay des 11 et 13 juin 1971. C'est le cas de Gervais et de Servolin<sup>8</sup>. D'autres en revanche sont proches ou se réclament de l'extrême gauche, comme Ossard, membre permanent de la *Ligue Communiste Révolutionnaire* (LCR). Le clivage politique est réel avec les chercheurs ayant opté pour la *Gauche Ouvrière et Paysanne* (GOP), émanation minoritaire du *Parti Socialiste Unifié* (PSU) créée en 1972, à la suite des tensions internes au PSU.

C'est dans ce contexte que la figure du syndicaliste agricole Bernard Lambert émerge. Adhérent au PSU depuis 1966, ayant rejoint la direction politique du Parti en 1967, il accède au poste de Secrétaire national à l'agriculture au Congrès de Lille. Il prend une part active dans la définition de la stratégie révolutionnaire du PSU, celle-ci devant s'appuyer sur les militants engagés dans les luttes politiques et non sur l'élite du Parti. La reprise en mains du PSU par les réform-

<sup>8</sup> Le même Servolin était impliqué à la même époque dans un processus de formation de conseillers agricoles notamment dans le cadre du Centre Etcharry créé en 1963, dont la mission est de former les élites rurales capables d'accéder aux responsabilités syndicales et politiques (Brunier, 2012).

istes (et singulièrement par Michel Rocard), occasionne la démission de Lambert en 1972. Deux ans auparavant, Lambert publie son livre *Les paysans dans la lutte des classes* aux éditions du Seuil, dans lequel la thèse de la prolétarianisation de l'agriculteur constitue l'axe principal et qui sera abondamment commentée (Lambert, 1970). Selon Lambert, les agriculteurs peuvent être perçus comme une force politique et syndicale motrice pour participer pleinement aux luttes et à l'action, ce qui explique qu'il ait pu réunir autour de lui de nombreux chercheurs fortement engagés dans le militantisme politique.

A la constellation des revues et des publications, se joint celle, géographique, des chercheurs. Paris, Sciences Po et l'INRA n'ont pas le monopole du message agricole. Un centre de recherche régional apporte une contribution importante à la problématique des rapports entre agriculture et capitalisme. Il s'agit du *Centre National d'Etudes Economiques et Juridiques Agricoles* (CNEEJA), rattaché à l'*Institut d'Etudes Sociales* (IES), fondé en 1965 par Gérard Destanne de Bernis à l'Université de Grenoble. Ce Centre forme des militants des organisations syndicales et professionnelles agricoles, travaille notamment avec l'*Institut de Formation des Cadres Paysans* (IFOCAP, créé par Michel Debatisse et Michel Forget en 1959), avec les leaders paysans du Grand Ouest, mais produit en même temps des recherches sur l'industrialisation de l'agriculture et les finalités de la politique agricole en France et en Europe (Mollard et Mounier, 1975).

L'audience de la question agraire et son analyse par les économistes se réclamant de Marx, de Lénine, de Luxemburg, fut donc des plus larges au cours de ces années 1970. De telles controverses suscitent des vocations, notamment par le truchement de thèses de doctorat, à l'instar de celle soutenue en 1975 par Chantal de Crisenoy, sous la direction de Charles Bettelheim, thèse traitant des rapports entre les moujiks et Lénine et qui sera publiée en 1978 aux éditions du Seuil dans la collection « U » (de Crisenoy, 1978). De même, le positionnement d'un Robert Linhart sur Lénine et la paysannerie a contribué aux débats sur la question agraire (Linhart, 1976).

Effervescence théorique, mais aussi pratique du fait des nombreuses enquêtes de terrain réalisées, croisement des positions scientifiques avec l'engagement politique, la question agraire en France a été décortiquée, débattue, diffusée, avec une certaine puissance intellectuelle conforme à celle qui a caractérisé le champ de la science économique en France. Une décennie d'intenses controverses, aussi passionnées que passionnantes, mais qui va se heurter très rapidement à un contexte idéologique régressif à partir du début de 1980.

## 2. La question agraire au début des années 1980 : un renversement de situation

A partir du début des années 1980, s'enclenche un vaste processus de déclin de la pensée critique se réclamant de Marx et des marxistes. L'économie agricole et la sociologie rurale vont être absorbées par ce reflux intellectuel qui englobe quasiment toutes les disciplines, de l'économie à la sociologie en passant par l'histoire et la philosophie. Si les économistes ont entrepris de rendre visible Marx et le marxisme dans les Universités ou dans des institutions d'État, ce processus contenait en germes les signes annonciateurs du déclin. Si Marx avait été un économiste figurant dans la galerie de portraits des auteurs allant de Smith à Walras, voire Keynes, nul doute qu'il serait encore aujourd'hui étudié et enseigné. Seulement voilà, il fut aussi, et surtout, le penseur de l'émancipation, le clinicien de la révolution, l'auteur d'une œuvre politique et philosophique. En cela, il est l'un des représentants de la dialectique, des contradictions du capitalisme, de la lutte des classes, donnant à penser que ce système, comme tout autre chose, a nécessairement une fin, et qu'en cela, il franchit allègrement les frontières du monde académique, lui qui n'était d'ailleurs pas universitaire.

Le marxisme n'est en ce sens pas seulement un « marxisme de la chaire » (Mattick, 2011). C'est pourquoi les États, soutenus dans cette expérience de rétablissement de l'ordre scientifique par les économistes, vont (re)légitimer le capitalisme et tenter de le pérenniser, de le gouverner, quel qu'en soit le coût social. Les forces sociales dominantes ne peuvent en effet prendre le risque – ou qu'il se reproduise – de voir le socialisme resurgir, quelles qu'en soient ses formes, porteur de menaces pour le système économique et la propriété des moyens de production (Foucault, 1966 ; Chamayou, 2018 ; Monod, 2019)<sup>9</sup>.

Le marxisme en France entre alors dès cet instant dans une longue éclipse intellectuelle. En économie agricole, en sociologie rurale, la problématique des rapports entre agriculture et capitalisme s'éteint, peu d'auteurs y faisant désormais référence, hormis ceux s'inscrivant dans la pensée de l'école française de la régulation. Il est donc suggéré d'expliquer pourquoi.

---

<sup>9</sup> Il est intéressant de noter que M. Foucault, dès 1966, entend liquider le marxisme comme idéologie du passé.

### **2.1 Le discrédit jeté sur la Politique agricole commune : une première étape**

Les forces sociales ayant précipité le marxisme dans le déclin ont été à l'œuvre dans le domaine de l'économie agricole et de la sociologie rurale. Formalisée dès la sortie de la guerre, la critique libérale adressée aux pratiques keynésiennes de régulation des économies se met en place dès la sortie de la guerre mais ne se déploie réellement qu'à partir de la fin des années soixante-dix, au moment même où la crise des économies capitalistes s'intensifie. Elle débouche sur un changement de paradigme théorique et pratique qui gagne progressivement tous les pays et tous les secteurs y compris l'agriculture. Amorcée dans les années soixante-dix, à l'occasion notamment des négociations commerciales du Tokyo round, les critiques de la PAC se consolident au milieu de la décennie quatre-vingt à la faveur de l'affirmation du caractère inéluctable de la mondialisation et prendront corps dans des réformes qui s'enchaînent à partir de 1992. Pour garantir la portée scientifique des critiques qu'ils assènent à la PAC comme à tout autre type de politique agricole, les partisans d'un démantèlement de l'intervention publique en agriculture « doivent faire science » (Lordon, 1997). Ils se dotent, à partir de 1975, d'un support d'échange et de diffusion du paradigme néolibéral en agriculture avec la création de l'EAAE, en français Association européenne des économistes agricoles, lors d'un colloque organisé en Suède, à Uppsala<sup>10</sup>.

C'est une date importante dans la mesure où elle intervient juste un an après l'obtention par Friedrich von Hayek du Prix Banque de Suède pour la Science économique, et au moment même où les économistes européens entendent suivre l'exemple de leurs homologues américains en matière de professionnalisation de la discipline, homologues vis-à-vis desquels ils ressentent de l'admiration. En dépit de l'intitulé de l'association, la création de l'EAAE ne procède pas, en effet, d'une rencontre des différentes sociétés savantes de ruralistes européens. Elle a été portée, au contraire, sur les fonds baptismaux par les sociétés britanniques et américaines d'économistes agricoles, et a bénéficié d'un soutien actif – c'est-à-dire financier – de la Commission européenne, en particulier à partir de 1976, date à laquelle l'European Review of Agricultural Economics (ERA) devient la revue officielle de l'EAAE. Cette revue, créée en 1973, s'interrompt en 1975 pour être éditée à nouveau en 1976, dans le sillage de l'EAAE.

---

<sup>10</sup> Sur les raisons de la création de cette EAAE, lire l'allocation faite par son ancien Président, Michel Petit (« The 25<sup>th</sup> anniversary of our EAAE, » 2000) ([www.eaae.org](http://www.eaae.org)). Je remercie J.-M. Boussard, ancien directeur de recherche à l'INRA, membre de l'Académie d'agriculture, pour les informations précieuses qu'il a fournies au sujet de la création de l'EAAE.

La posture adoptée par les économistes agricoles européens regroupés dans cette association était motivée par la volonté de s'affranchir de l'image d'« économistes de second rang » travaillant pour un secteur en voie de marginalisation économique et sociale. L'adhésion à l'idée de « professionnalisation » de l'économie bâtie sur le modèle anglo-saxon conduisit logiquement les économistes agricoles européens à intégrer les critères de la recherche et de la publication académiques en vigueur, et à épouser les fondements idéologiques du processus de « professionnalisation. » Or, on sait que la création d'associations d'économistes professionnels a eu pour fonction essentielle de participer à la constitution de frontières pour délimiter le champ de la discipline, excluant du même coup les économistes dont les travaux ne répondaient pas aux normes édictées par la profession, et ne détenant pas le capital symbolique requis pour être reconnus comme « scientifiques, » normes qui se sont concrétisées dans des publications d'articles à forte dose de formalisation mathématique, dans des revues à comité de lecture réputées, telles la Revue d'économie politique, la Revue économique dans le cas français, et dans les revues anglo-saxonnes comme *l'European Review of Agricultural Economics*. Cette normalisation de l'économie rurale en France et en Europe a constitué une bonne illustration du processus d'ajustement des champs de l'économie appliquée, dont l'économie rurale fait partie, aux exigences académiques de l'économie pure.

Au risque de résumer un peu trop rapidement l'impact de la « nobélisation » de Hayek sur la pensée économique contemporaine, on peut dire que l'obsession de l'économiste autrichien, dès 1946 et la publication de *The Road to Serfdom*, fut motivée par une lutte sans merci contre le « constructivisme » en économie. Par sa pensée, il entendait s'engager dans la bataille des idées économiques et politiques, afin d'éradiquer les déviances à l'origine d'un abandon progressif du libéralisme, au sens – originel – où il le définissait<sup>11</sup>. L'idée fondamentale de la philosophie économique de Hayek réside dans cette conviction que l'individu doit détenir un droit inaliénable à la préservation de son autonomie de décision, et que l'État, ou tout autre organe visant à planifier les actions économiques des individus, doit rester en dehors de la sphère marchande. Ce contre quoi il faut donc lutter, selon Hayek, c'est le « constructivisme » (ou indifféremment, le « planisme »), c'est-à-dire toutes les attitudes estimant que l'ordre social doit être la résultante d'une volonté organisatrice consciente et omnisciente. Chaque individu doit, a contrario, être et rester libre – la notion de liberté est, on le sait, centrale dans le dispositif théorique de

---

<sup>11</sup> Avec *La Route de la servitude*, Hayek prolonge et consolide son analyse critique du socialisme et du constructivisme, qu'il avait élaborée en 1935 et publiée dans *Collectivist Economic Planning*. Il estimait que le rôle fondamental de l'État devait être circonscrit à la garantie de l'ordre social. Lire notamment le chapitre III de *La route de la servitude* (Hayek, 1985, 30-37).

l'économiste autrichien – d'user comme il l'entend des informations dont il dispose afin d'atteindre les objectifs qu'il s'est fixés, pour aboutir, in fine, à la constitution de ce que Hayek nommait un « ordre spontané. »

Le processus de réhabilitation du libéralisme, sous l'impulsion de Hayek, s'est donc accompagné d'une critique virulente des politiques économiques, et, pour ce qui est de l'Europe, de la PAC. La contre-révolution libérale qui se met en place à la fin des années soixante-dix avec les élections de Ronald Reagan aux États-Unis et de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne, vient légitimer, dans le champ politique, les critiques croissantes adressées aux dispositifs publics d'intervention, dont la politique agricole, elle-même rapidement contaminée par l'esprit des réformes, sous l'impulsion du Président de la Commission européenne de l'époque, Jacques Delors, ancien ministre des finances de François Mitterrand. Le tournant libéral en agriculture prend racine dans la gauche de gouvernement. Une telle contre-révolution intervient au moment même où, sous le poids des excédents et des dépenses budgétaires, l'UE éprouve des difficultés à faire émerger des solutions en matière de maîtrise de l'offre agricole, d'autant plus que, en 1983, les États-Unis, en gelant un tiers de leur surface agricole afin de faire remonter les prix mondiaux, laissèrent vacants une partie des marchés sur lesquels l'UE déversa ses productions, devenant ainsi l'un des grands exportateurs mondiaux de produits agricoles et alimentaires, exportations assorties de restitutions.

Louis-Pascal Mahé et Michel Roudet publient par exemple, en 1980 dans *Économie rurale*, un article d'inspiration libérale resté célèbre car esquissant les voies possibles d'une réforme radicale de la PAC (Mahé et Roudet, 1980). Cet article s'inscrit dans une vaste littérature économique déplorant les errements et les dysfonctionnements engendrés par la PAC depuis sa création. Le discrédit dont cette politique agricole fait l'objet repose sur une série d'arguments aujourd'hui parfaitement banalisés et sempiternellement ressassés à chaque réforme de la PAC : coût budgétaire, distorsions de concurrence dans les échanges internationaux de biens agricoles et alimentaires, nuisances environnementales et rentes de situation propices aux inégalités entre les producteurs, oubliant au passage les résultats positifs de la PAC. Selon ces analyses, des raisons institutionnelles et politiques ont forgé ces errements, dans la mesure où le poids du lobby agricole est sur-représenté dans les instances de l'UE comparativement à sa représentativité économique. La PAC aurait par conséquent induit des phénomènes de rente de situation pour certains agriculteurs (Mahé et Ortalo-Magné, 2001).

Pour les pourfendeurs de la PAC, le plus grave résiderait dans les perturbations qu'elle aurait occasionnées en matière de décision économique des agriculteurs. Sous les effets « anesthésiants » de la

PAC, les décisions d'investissement et de production prises par les agriculteurs ne reposaient plus sur un fondement rationnel. Simultanément, le projet de libéralisation de la PAC fut systématiquement assorti d'une sorte de storytelling selon laquelle le marché, par surcroît globalisé, offrirait des perspectives jamais connues jusqu'à présent d'élévation du bien-être des nations et des populations.

La PAC est donc identifiée par les « nouveaux économistes » agricoles à une forme de « socialisme, » de « planisme, » sous-tendue par une incitation à renoncer à la liberté d'entreprendre dans un univers concurrentiel, une négation de l'information émanant des prix agricoles fixés sur et par le marché. Ainsi, toutes les réformes de la PAC procèdent d'une même logique : redonner aux prix le rôle qu'ils doivent jouer dans le processus de décision des agriculteurs et des secteurs situés plus en amont ou en aval. La « révolution paradigmatique » qui s'est affirmée dans le champ de la science économique contemporaine ne saurait toutefois expliquer à elle seule le processus de dérégulation des marchés agricoles en Europe. D'autres acteurs ont œuvré avec ténacité pour que la PAC évolue dans le sens indiqué par les économistes. Des institutions internationales comme l'OCDE, la Commission européenne, ou plus récemment l'OMC, ont, en tant que lieux d'expertise, rallié le paradigme libéral. Des acteurs comme les industries agroalimentaires et la distribution ont de leur côté déployé beaucoup d'énergie pour faire prévaloir leurs intérêts économiques face à l'amont de la filière, illustrant ainsi la réalité d'un « pouvoir de marché » qui constituait l'un des arguments légitimant la régulation des marchés agricoles, parallèlement à la variabilité de l'offre et à l'inconsistance économique d'un prix agricole mondial.

On peut déceler une certaine concordance entre les étapes de l'accumulation du capital dans le secteur de la transformation et de la distribution agricole et alimentaire, et les différentes phases de la construction et de la dérégulation de la PAC : consolidation et concentration du capital sur le marché européen dans un premier temps, à l'abri de la préférence communautaire ; dilution ensuite de la préférence communautaire dans un marché mondialisé avec l'internationalisation et la multiplication, à partir des années quarante-vingt, des investissements directs à l'étranger effectués par les firmes dominantes de l'agroalimentaire, désormais à l'étroit sur le marché européen. Face à de telles pressions, la profession agricole peine à maintenir son influence pour peser sur les choix politiques en matière d'agriculture, et à produire un discours progressiste et en phase avec les attentes du reste de la société, comme elle avait su le faire dans la phase initiale de mise en place de la PAC et de modernisation de l'agriculture.

## *2.2 L'influence de l'écologie dans la dérégulation des politiques agricoles*

La remise en cause de la légitimité de la PAC et des mécanismes de régulation qui l'ont caractérisée depuis sa création, franchit une étape supplémentaire avec l'affirmation des préoccupations environnementales au détour des années soixante-dix, à la faveur de la tenue des différents Sommets de la Terre et de l'impact des réflexions d'auteurs comme le philosophe Hans Jonas sur le thème des limites de la croissance économique (Oullitrault, 2008). Cela ne signifie pas nécessairement que la mouvance écologique ait été totalement en phase avec les préceptes définis par les économistes libéraux. Il s'agit en revanche de percevoir comment les préoccupations environnementales ont poussé les groupes écologistes à délaisser leurs modes traditionnels d'action – essentiellement structurés selon une logique de contestation/manifestations – au profit d'une logique d'expertise reposant sur la détention d'un capital scientifique propre à faciliter leur insertion dans le débat public. Il faut, bien sûr, souligner l'hétérogénéité des mouvements environnementalistes, en distinguant, par exemple, la mouvance britannique revendiquant une libéralisation complète de la PAC afin de réduire les productions et donc les pollutions d'origine agricole, de celle, plus continentale, estimant que les mécanismes de régulation, pour justifiés qu'ils soient, doivent être orientés vers la préservation de l'environnement.

Pour parvenir à construire une critique des répercussions environnementales de la PAC, il a fallu que les mouvements écologistes et autres ONG définissent des formes d'action collective qui se distinguent par une capacité d'expertise assortie d'un investissement dans les techniques du lobbying auprès des institutions européennes et internationales. Il est symptomatique que ce soit au moment même où la PAC est réformée, en 1992, que les ONG se réclamant de l'écologie s'insèrent dans les débats agricoles et interviennent auprès des instances européennes en qualité d'experts des questions agricoles et environnementales. En a découlé une critique toujours plus acerbe du modèle agricole intensif hérité des années soixante, dont la PAC apparaît comme l'un des principaux vecteurs. La légitimité de l'intervention de l'État en tant que dépositaire de l'intérêt général est contestée au profit d'un intérêt général légitimé par des attentes dites citoyennes. Cette contestation est elle-même légitimée par le jeu institutionnel, puisque la Commission européenne n'hésite pas à mobiliser l'argument des attentes citoyennes, dont elle se présente comme le porte-parole d'avant-garde contre la frilosité conservatrice des États, pour justifier ses propositions de libéralisation des échanges agricoles, et pour réorienter les dépenses budgétaires vers le domaine de l'environnement (Deverre et de Sainte-Marie, 2008).

Le tournant agro-environnemental de la PAC s’amorce dès 1985 en Grande-Bretagne avec une mesure d’aide aux agriculteurs dont les pratiques préservent la nature dans certaines zones géographiques. Il se poursuit avec la réforme de 1992 et les mesures agro-environnementales qu’elle instaure (protection des sols, remise en cause des pratiques intensives, « prime à l’herbe, » initialisation de pratiques innovantes débouchant sur l’émergence de l’« agriculture biologique »). À partir de 1999, le débat se cristallise dans la négociation budgétaire avec l’instauration d’un règlement communautaire de développement rural, appelé « deuxième pilier de la PAC, » et le basculement progressif des soutiens du premier pilier qui concernent les aides liées au marché, sources de distorsions de concurrence, vers les aides du second pilier, ciblées sur des mesures structurelles ou environnementales. La régulation antérieure des marchés agricoles, outre qu’elle n’exercera plus d’effets de distorsion de concurrence, se fissure par le passage du modèle agricole d’après-guerre articulé au fordisme à la « multifonctionnalité rurale » et aux exigences écologiques qui ont exercé, par la voie du lobbying, une influence sur la Commission européenne (Ansaloni, 2015).

Si l’écologie a joué un rôle dans l’effacement de la question agraire et de son interprétation marxiste, c’est en raison de l’identification que l’on fait trop souvent de Marx et du marxisme au productivisme, à l’industrie lourde en URSS, en y voyant une source réelle de dégradation de l’environnement. La vision de la paysannerie russe, opprimée par le pouvoir communiste, n’est probablement étrangère à ces prises de conscience et à ces revirements, y compris au sein des militants qui, juste avant, se sont réclamés de Marx et de Lénine.

### *2.3 Le déclin du marxisme et de la question agraire : quand les marxistes s’en mêlent*

C’est donc au croisement de l’émergence de la pensée et des politiques néo-libérales, de l’affirmation du processus de professionnalisation de la discipline et de l’amorce de la dérégulation de la PAC, que le marxisme s’efface, que la question agraire connaît une érosion réelle dans le champ de l’économie agricole et rurale. La pensée critique agraire est prise dans ce contexte idéologique général de remise en cause du marxisme et de l’engagement politique (Audier, 2008 ; Denord, 2007 ; Christofferson, 2004 ; Rosanvallon, 2018). Les marxistes de la question agraire emboîtent toutefois le pas à leurs collègues de la science économique. Ils participent eux-mêmes du déclin de la pensée marxiste en France (Denis, 1980 ; Aglietta et Orléan, 1982). Ces facteurs de décomposition du marxisme ne se juxtaposent pas, ils s’articulent.

Les réformes de la PAC trouvent leur fondement dans les expertises livrés par les économistes s’inscrivant dans la théorie néo-classique (allocation optimale des facteurs de productions, productivité des

facteurs, évaluation des politiques publiques...), théorie devenue dominante, incitant les économistes, s'ils souhaitent détenir une audience politique et une lisibilité scientifique, à renoncer à sa critique idéologique, à admettre que les questions cruciales que posent la théorie économique trouvent réponse à l'intérieur du cadre de l'équilibre général (Cartelier et de Vroey, 1989). Inséparable de cette vision de l'économie et de l'agriculture, l'idée que l'éloignement vis-à-vis de Marx et des marxistes s'explique moins par les questions que contiennent leurs œuvres que par les réponses inappropriées aux problèmes que le capitalisme a engendrés, et notamment en agriculture. Un auteur comme J. Cavailhès constitue la figure emblématique de ce revirement. Son combat pour démontrer que la paysannerie française était en phase de décomposition, a laissé place à une insertion dans le champ de la théorie standard, sous l'angle notamment d'une analyse du foncier, de l'urbain et plus récemment du climat. Mobilisant les modèles théoriques à fort contenu mathématique, publiant en français et en anglais dans des revues académiques prestigieuses (*Revue économique*, *Revue d'économie politique*, *Economie et Statistique*, *European Review of Agricultural Economics*, *Journal of Urban Economics*...), J. Cavailhès emprunte depuis le milieu de la décennie 1990 une trajectoire similaire à celles de ses collègues économistes de la sphère universitaire, en se posant comme l'architecte parmi d'autres de la professionnalisation du Département Economie et Sociologie Rurales de l'Agro de Dijon dont il était devenu le Directeur (Cavailhès *et al.*, 1996 ; Cavailhès *et al.*, 2011).

Le marxisme en économie agricole et rurale s'est aussi distingué par une diversité des courants – sans doute inhérente à celle du secteur agricole – dont aucun n'a pu réellement s'imposer pour fournir une approche unifiée de la question agraire. A la longue, les rapports de force entre ces courants ont été préjudiciables à leur double visibilité académique et politique, ce d'autant plus que le recul critique des marxistes envers les modèles chinois et soviétiques semblait tenu, ces modèles de socialisme étant eux-mêmes exposés à une approche critique émanant d'autres intellectuels (Bettelheim, 1978 ; Bartoli, 1984). A la relative convergence des méthodes pour appréhender le secteur agricole, était opposée la pluralité des courants de pensée rendant impossible une représentation concrète de l'agriculture dans le capitalisme. L'évolution même de l'agriculture montre que les formes de soumission des producteurs à la dynamique de l'accumulation du capital ne sont pas parvenues à faire converger les statuts des producteurs agricoles et ceux des ouvriers. Les investissements scientifiques comme politiques dans la question agraire se sont par voie de conséquences taris.

Le reflux de la critique en économie agricole tient aussi à l'élan modernisateur qui caractérise l'agriculture depuis le premier tiers du XX<sup>e</sup> siècle. Si les marxistes ont vu dans ce mouvement un puissant

vecteur de l'absorption de ce secteur dans le mode de production capitaliste, à partir des années 1980, la montée en puissance des problématiques environnementales et des biens communs, oblige les chercheurs à se pencher sur les préoccupations sociétales. La transition d'un paradigme marxiste pour qui l'essor d'une agriculture capitaliste formait le nœud de la réflexion critique, à celui de l'environnement et des Commons, illustre la plasticité des esprits, d'autant plus que les recherches ont elles-mêmes mutées en matière de financement étatique des activités scientifiques. On comprend mieux dès lors le succès de la théorie de la gouvernance des biens communs d'Elinor Ostrom depuis quelques années dans le champ de l'économie agricole. Cette problématique accélère un déclin du marxisme mais n'en est pas la source. Comme cela été indiqué plus haut, celle-ci se situe aux détours des années 1980.

Faut-il pour autant considérer que la question agraire est un chapitre clos dans le champ de l'économie agricole ? Les recherches menées en France à partir d'une approche régulationniste – dont on sait que l'une des sources d'inspiration est le marxisme – témoignent que le devenir de l'agriculture dans le mode de production capitaliste demeure une question entière. L'intérêt porté aux ruptures dans les formes de la socialisation du secteur agricole antérieurement articulées au fordisme, amène à identifier et à analyser les conditions d'émergence et de fonctionnement des nouveaux modes de cette socialisation agricole dans le capitalisme mondialisé, ouvrant sur un renouvellement de la lecture de la diversité – certains y voient plutôt une dualité – des agricultures et des politiques de régulation et des institutions qui l'encadrent (stratégies d'internationalisation pour des agriculteurs admettant la mondialisation et sa pression concurrentielle, recentrage des stratégies sur le local pour desserrer cette pression pour d'autres) (Allaire, 1995 ; 2017). Il y aurait donc d'un côté des agriculteurs absorbés, des agriculteurs capitalistes, désormais intégrés dans ce que D. Harvey nomme une « accumulation par dépossession, » et, de l'autre, des agriculteurs se situant sur le registre de la résistance à ces bouleversements du capitalisme (Harvey, 2005 ; Kitching, 2001). La période actuelle est bel et bien propice à l'actualisation du questionnement marxiste sur l'agriculture.

### **L'impossible conclusion**

La question agraire constitue l'une des dimensions de la pensée marxiste depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. Elle a animé de nombreux débats en France, en particulier durant la période des années 1970 où le marxisme s'est implanté dans les Universités et les Centres de Recherche comme l'INRA et les grandes écoles d'agronomie comme celle de Dijon. La problématique des rapports entre agriculture et capitalisme a toutefois eu une durée de vie limitée à quelques années, une dizaine

tout au plus. Elle a formé l'un des maillons de la singularité française en économie. Les forces sociales opposées au marxisme sont parvenues à évincer durablement de tels débats du champ de la science économique à partir de la seconde moitié des années 1970.

Au regard de l'évolution de l'agriculture française, de sa crise, de sa mutation, il semblerait logique que ces controverses d'hier soient restaurées, afin de diagnostiquer si le capitalisme a absorbé – ou toujours pas – le secteur agricole. En France, en dépit des forces sociales qui préparent les esprits à la fin de l'exploitation familiale, l'état de la recherche en économie, y compris dans les grandes écoles d'agronomie, laisse supposer qu'il faudra déployer de l'énergie pour réinvestir cette question, en dépit de quelques avancées réelles et fort stimulantes (Cochet, 2017). Il faudrait sans doute se tourner vers l'Angleterre où, paradoxalement, la question agraire, la question paysanne, demeurent des champs d'investigation fructueux (Bernstein, 2010). Il suffit de s'en convaincre, de parcourir les numéros du *Journal of Paesant Studies*. Une revue qui fait cruellement défaut de ce côté-ci de la Manche.

## Références bibliographiques

- Aglietta, Michel. 1976. *Régulation et crises du capitalisme. L'expérience des Etats-Unis*. Paris : Calmann-Lévy.
- Aglietta, Michel et André Orléan. 1982. *La violence de la monnaie*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Allaire, Gilles et Michel Blanc. 1979. Typologies des exploitations agricoles et analyse des couches sociales. *Revue de Géographie des Pyrénées et du Sud-Ouest*, 2 : 343-369.
- Allaire, Gilles. 1995. Le modèle de développement agricole des années 60 confronté aux logiques marchandes. In Gilles Allaire et Robert Boyer (eds), *La grande transformation de l'agriculture*, 345-380. Paris : Economica – INRA.
- Allaire, Gilles. 2017. L'ambivalence de la socialisation de l'agriculture. In Gilles Allaire et Benoît Daviron (eds), *Transformations agricoles et agroalimentaires. Entre écologie et capitalisme*, 365-384. Versailles : éditions Quæ.
- Ansaloni, Matthieu. 2015. *Le tournant environnemental de la politique agricole commune. Débats et coalitions en France, en Hongrie et au Royaume-Uni*. Paris : L'Harmattan.
- Audier, Serge. 2008. *Le colloque Lippmann. Aux origines du néo-libéralisme*. Paris : éditions Le Bord de l'eau.
- Barral, Pierre. 1968. *Les agrariens de Méline à Pisani*. Paris : Armand Colin.
- Barthélémy, Denis, Michel Blanc, Philippe Lacombe, Daniel Liffra, et Jean-Claude Poupà. 1975. *Les classes sociales dans l'agriculture. Recueil d'articles*. Montpellier : INRA, économie et sociologie rurales.
- Barthélémy, Denis. 1977. Valeur et travail paysan. *Cahiers d'économie politique*, 4 : 85-111.

- Bartoli, Pierre. 1984. Sur le fonctionnement de la référence marxiste. *Economie rurale*, 160 : 15-21.
- Benetti, Carlo. 1976. *Valeur et répartition*. Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble.
- Benetti, Carlo et Jean Cartelier. 1981. *Marchands, salariat et capitalistes*. Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble.
- Bernstein, Henry. 2010. *Class Dynamics of Agrarian Change*. Halifax : Fernwood Publishing.
- Bettelheim, Charles. 1978. *Questions sur la Chine après la mort de Mao Tsé TOUNG*. Paris : éditions François Maspero.
- Brunier, Sylvain. 2012. *Conseillers et conseillères agricoles. L'amour du progrès aux temps de la « révolution silencieuse » (1945-1983)*. Thèse pour le Doctorat en Histoire, Université de Grenoble.
- Cartelier, Jean et Michel de Vroey. 1989. L'approche de la régulation : un nouveau paradigme ? *Economies et Sociétés, série Théorie de la régulation*, 4 : 63-87.
- Cavaillès, Jean. 1979. Les réponses des marxistes à la question agraire. Histoire des idées et des faits. Dijon : INRA, document de recherche n° 16, février.
- Cavaillès, Jean. 1984. Bilan de quinze ans de leadership marxiste. *Economie rurale*, 160 : 9-14.
- Cavaillès, Jean, Alban Richard, et Nathalie Taverlet. 1996. Des rentes classiques aux options de rente. Une analyse du prix des terres en France. *Revue économique*, 47(4) : 963-981.
- Cavaillès, Jean, Mohamed Hilal, et Pierre Wavresky. 2011. L'influence urbaine sur le prix des terres agricoles et ses conséquences sur l'agriculture. *Economie et Statistique*, 444-445 : 99-125.
- Chamayou, Grégoire. 2018. *La société ingouvernable. Une généalogie du capitalisme autoritaire*. Paris : La Fabrique éditions.
- Christofferson, Michaël. 2004. *Les intellectuels contre la gauche. L'idéologie antitotalitaire en France (1968-1981)*. Marseille : Agone, coll. « contre-feux », 2014, pour la traduction française.
- Cochet, Hubert. 2017. Séparation capital/travail, flexibilité et rémunération des facteurs de production. La fin de l'exploitation agricole familiale ? *Economie rurale*, 357-358 : 7-22.
- Cornu, Pierre, Egizio Valceschini et Odile Maeght-Bournay. 2018. *L'histoire de l'INRA, entre science et politique*. Versailles : éditions Quæ.
- Crisenoy, Chantal de. 1978. *Lénine face aux moujiks*. Paris : Seuil.
- Denis, Henri. 1980. *L'économie de Marx. Histoire d'un échec*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Denord, François. 2007. *Néo-libéralisme. Version française. Histoire d'une idéologie politique*. Paris : Démopolis.
- Destanne de Bernis, Gérard. 1975. Les limites de l'analyse en termes d'équilibre économique général. *Revue économique*, 26(6) : 884-930.
- Deverre, Christian et Christine de Sainte-Marie. 2008. L'écologisation de la politique agricole européenne. Verdissement ou refondation des systèmes agroalimentaires. *Revue d'études en agriculture et environnement*, 89 : 83-104.

- Evrard, Philippe, Pierre Mathal, et Claude Viau. 1972. *Petite agriculture et capitalisme*. Paris : INRA-Economie et Sociologie Rurales.
- Evrard, Philippe, Daniel Hassan, et Claude Viau. 1977. Petite production agricole et mode de production simple de marchandises. *Cahiers d'économie politique*, 4 : 13-33.
- Foucault Michel. 1966. *Les mots et les choses*. Paris : Gallimard.
- Gauron, André. 1983. *Histoire économique et sociale de la cinquième république, Tome 1, Le temps des modernistes*. Paris : La Découverte.
- Gervais, Michel et Claude Servolin. 1963. Réflexions sur l'évolution de l'agriculture dans les pays développés. *Economies et Sociétés, série AG*, 3 : 97-122.
- Gervais, Michel, Claude Servolin et Jean Weill. 1965. *Une France sans paysans*. Paris : Seuil.
- Grossman, Jérôme. 1980. *Agriculture et économie politique*. Thèse de Doctorat en Sciences économiques, troisième cycle, Université de Paris I Panthéon-Sorbonne.
- Harvey, David. 2005. *A Brief History of Neoliberalism*. Oxford : Oxford University Press.
- Hayek, Friedrich A. 1985. *La route de la servitude*. Paris : Presses universitaires de France.
- Hervieu, Bertrand, Nonna Mayer, Pierre Muller, François Purseigle et Jacques Rémy. 2010. *Les mondes agricoles en politique*. Paris : Presses de SciencesPo.
- Kitching, Gavin. 2001. *Seeking Social Justice through Globalization*. University Park : Pennsylvania State University Press.
- Lambert, Bernard. 1970. *Les paysans dans la lutte des classes*. Paris : Seuil, réédition 2003 par le Centre d'histoire du travail de Nantes.
- Linhart, Robert. 1976. *Lénine, les paysans, Taylor*. Paris : éditions de Minuit.
- Lipietz, Alain. 1978. Note sur *Les Paysans dans la lutte des classes* de Bernard Lambert. *Communisme*, 20-21 : 35-40.
- Lordon. Frédéric. 1997. Le désir de faire science. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 119(1) : 27-35.
- Mahé, Louis-Pascal et Michel Roudet. 1980. La politique agricole française et l'Europe verte : impasse ou révision? *Economie rurale*, 135 : 12-27.
- Mahé, Louis-Pascal et François Ortalo-Magné. 2001. *Politique agricole. Un modèle européen*. Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.
- Mattick, Paul. 2011. *Marxisme, dernier refuge de la bourgeoisie*. Paris : éditions Entremonde.
- Mollard, Amédée et Alain Mounier. 1975. La politique de l'Etat et l'évolution de l'agriculture française : éléments d'interprétation économique. *Economie rurale*, 110 : 3-15.
- Monod, Jean-Claude. 2019. *L'art de ne pas être trop gouverné*. Paris : Seuil.
- Ossard, Hervé. 1976. L'agriculture et le développement du capitalisme. *Critiques de l'économie politique*, 24-25 : 21-40.

- Oullitrault, Sylvie. 2008. *Militer pour la planète. Sociologie des écologistes*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes.
- Perceval, Louis. 1964. *Avec les paysans, pour une agriculture non capitaliste*. Paris : Seuil.
- Pouch, Thierry. 2001. *Les économistes français et le marxisme. Apogée et déclin d'un discours critique (1950-2001)*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes.
- Poupa, Jean-Claude. 1975. Les paysans sous le joug du capital. *Lutte de classes*, 25 : 11-25.
- Rosanvallon, Pierre. 2018. *Notre histoire intellectuelle et politique (1968-2018)*. Paris : Seuil.
- Salama, Pierre. 1975. *Sur la valeur*. Paris : éditions François Maspero.
- Servolin, Claude. 1972. L'absorption de l'agriculture dans le mode de production capitaliste. In Yves Tavernier, Michel Gervais, et Claude Servolin (eds), *L'Univers politique des paysans dans la France contemporaine*, Cahiers de la FNSP, 41-79, Paris : éditions Armand Colin.